

# Le prolétaire

bimensuel

parti communiste international (programme communiste)

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI : La revendication de la ligne qui va de Marx à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie (Livourne, 1921) ; la lutte de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du « socialisme dans un seul pays » et la contre-révolution stalinienne ; le refus des Fronts populaires et des blocs de la Résistance ; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et électoraliste.

Correspondance :  
20, rue Jean-Bouton - 75012 Paris  
Versements :  
Chèque bancaire ou  
C.C.P. 2.202-22 Marseille

Abonnements :  
1 an : 40 F ; 6 mois : 20 F  
pli fermé : 60 F et 30 F  
- programme communiste -  
1 an, pli ouvert : 40 F  
1 an, pli fermé : 60 F

16<sup>e</sup> ANNEE - N° 280  
LE NUMERO : 2 FF  
20 FB - 1 FS  
30 déc. 78 - 11 janv. 79

## De l'approfondissement de la crise doit renaître la guerre de classe

Le jour même où, pour couronner une « journée d'action » réduite à quelques heures dans les secteurs non prioritaires pour l'économie, la CGT faisait défiler ses états-majors, encadrant des poignées de travailleurs désemparés, la police chargeait à Saint-Nazaire, et des milices patronales, dirigées par un ex-policier en réserve de la République, attaquaient à Saint-Chamond les ouvriers occupant l'usine de textile Martin, et n'échappaient au lynchage qu'avec l'intervention providentielle des anges gardiens de l'opportunisme syndical. Inquiet,

Ce qui inquiète la CFDT, ce qui fait crier le PC à la « provocation » (communiqué à Saint-Chamond, Le Monde des 24-25/12/78), ce qui fait parler les journaux bourgeois de « climat d'émeute », ce n'est certes pas la brutalité de la flicaille officielle et « parallèle ». Les bandes armées de l'Etat bourgeois ont pu se livrer dans les foyers d'immigrés à Marseille, à Metz, à Nancy, dans la région parisienne, etc., à de véritables ratonnades sans s'attirer d'autre riposte des grands partis de gauche et des syndicats ouvriers que de pâles communiqués : après tout, ces travailleurs étrangers n'avaient pas tous leurs papiers en règle, et les tandem CGT-PC, CFDT-PS ne sont-ils pas, chacun dans leur style propre, partisans d'un contrôle démocratique de l'immigration, c'est-à-dire de la promesse de la matraque démocratique sur le dos des « irréguliers » et des autres s'ils s'avisent d'être solidaires ?

Rien qu'en France, en une année, dans une aire et une période dites « pacifiques » du capitalisme, n'a-t-on pas vu, sans parler des 2.500 morts et des 1.500.000 mutilés du travail par an (ceux qui « surconsument », paraît-il, l'argent de la Sécurité

le bonze de la métallurgie Chérèque, un des piliers du « recentrage » de la CFDT, parlait de « signal d'alarme ». « En effet, disait-il, d'autres incidents, peut-être plus graves, peuvent se produire à n'importe quel point du pays, et plus particulièrement dans les régions affectées par le chômage, si rapidement aucune négociation ne vient offrir la possibilité d'apporter des solutions à des situations qui s'avèrent catastrophiques » (Le Monde du 23-12-78).

sociale), après l'assassinat de Pierre Maire par les milices patronales, la prise d'assaut de dizaines d'entreprises occupées, l'attaque sauvage de la manifestation de Caen le mois dernier et le gazage des manifestants du Larzac ?

Ce qui inquiète plus sérieusement les « syndicats responsables », c'est justement le « climat d'émeute », ce sont en clair les signes de l'impatience et de la révolte d'une classe ouvrière, qui ne se satisfait plus des seuls cortèges, pétitions et gadgets publicitaires, tout ce « rituel » sur lequel Edmond Maire a beau jeu d'ironiser. Mais que viennent les « réactions locales » que la CFDT feint de vanter, sans plus cacher désormais qu'elle veut les limiter au localisme du tapis vert, et celle-ci laisse paraître son effroi, et se permet de présenter à ses maîtres de respectueuses remontrances !

\*\*\*

Il est parfaitement clair que la bourgeoisie agit avec une détermination sans faille. Elle a finalement opté, au milieu de 1977, pour une politique de restructuration hardie pour faire face à la guerre

### DANS CE NUMERO

- Bases pour une riposte de classe aux expulsions de prolétaires immigrés
- Le marxisme et l'autogestion (2)
- Assaut de patriotisme

commerciale, renvoyant à plus tard, pour endiguer une éventuelle réaction, une expérience de gauche. Et dès que les élections ont été passées, elle a mis en pratique les promesses qu'elle s'était faites. Il s'agit pour elle de frapper vite et fort, tant que la classe ouvrière dans son ensemble ne s'est pas réveillée, ou plutôt tant que ses anesthésistes opportunistes patentés semblent encore en mesure de la tenir prostrée.

Frappons d'estoc et de taille ! Haro sur les assurances maladie et vieillesse, sur les 90 % d'hier tant vantés ! Menons au pas de charge les dégraissages chirur-

## L'impérialisme français : un ennemi coriace

### ● LA GUINEE

Préparée de longue date, la « réconciliation franco-guinéenne » marque une nouvelle étape dans la « nouvelle politique africaine » de l'impérialisme français, qui cherche à reprendre du poil de la bête en Afrique Noire, et à compenser, à l'heure de la crise, l'ouverture de ses anciennes chasses gardées par un retour en force et un repli relatif dans cette région du monde.

Avec l'intervention au Sahara et le retour en Guinée, sans parler des avances faites aux ex-colonies portugaises, à la Gambie (enclave dans le Sénégal), le sens de la politique française est claire : reconstruire le vieux monopole sur tout l'Ouest africain, de Tanger à Abidjan.

« Au-delà d'une réconciliation diplomatique qui lui permettra de renforcer son influence en Afrique, la France escompte, pour sa part, s'assurer un précieux approvisionnement en minerais », notent Les Echos du 20/12/78. En effet, l'intérêt de la Guinée est double.

D'abord, en se réconciliant, après les interventions au Zaïre et en Mauritanie, avec un Etat prétendant « progressiste », l'impérialisme français se coiffe d'une auréole « démocratique » achetée à bon compte ; dans son discours de Conakry, Giscard s'est même payé le luxe d'évoquer la marche des deux pays (le grand frère et la petite sœur) bras dessus bras dessous dans une voie qui ne serait ni le capitalisme ni le socialisme !

Il faut dire que les partis de gauche et les bureaucraties syndicales qui se sont fait depuis vingt ans, sous couleur de « progressisme », les rabibocheurs officiels entre la Guinée rebelle et le marchand d'esclaves français, lui ont bien mâché la tâche.

Ensuite, il faut savoir que la Guinée ne possède pas moins de 26 % des réserves mondiales de bauxite, ainsi que de magnifiques gisements de fer.

Quelle aubaine pour l'impérialisme français qu'un pays en proie à une dette extérieure de 1 milliard de dollars — équivalente au produit national brut —, et n'ayant d'autre choix, pour s'échapper des griffes de la

(Suite page 4.)

## Réunions publiques du Parti

- A ROUEN  
Le vendredi 12 janvier, 20 h 30, Halle aux toiles

## 3<sup>e</sup> guerre impérialiste ou révolution communiste

- A AMIENS  
Le mercredi 24 janvier, 20 h 30, salles Louis-Dewailly.
- A ANGERS  
Le dimanche 21 janvier, 14 h 30, salle des Cours Saint-Eloi

## Le prolétariat et la guerre

- A PARIS  
Le vendredi 26 janvier, 20 h 30  
La salle sera indiquée dans le prochain numéro du journal

## 1919-1979 : La tragédie du prolétariat allemand

## Nicaragua : leçons d'une insurrection écrasée

Dans le n° 77 (juillet 1978) de notre revue Programme Communiste, nous écrivions à propos des problèmes de la révolution en Amérique latine : « Sans doute, une « révolution agraire et anti-impérialiste » semble correspondre à la réalité visible d'aujourd'hui [...]. Ce terrain est non seulement celui des mouvements politiques de la petite bourgeoisie en général — couche privée, même dans ses expressions les plus radicales, d'une vision authentiquement anti-capitaliste et internationaliste — mais aussi, intrinsèquement, celui sur lequel se place l'action courageuse des Tupamaros. Or sur ce terrain il ne peut y avoir de révolution agraire, il ne peut y avoir de révolution anti-impérialiste et continentale, mais seulement des révoltes : Cuba le confirme. A moins de prendre ses désirs pour des réalités, on doit d'ailleurs prévoir que si une vague d'insurrection prolétarienne se faisait jour au cours de ces mouvements et de leur radicalisation, et passait au premier plan, elle ne pourrait déboucher que sur une tentative généreuse mais vouée à l'échec. »

Les derniers événements du Nicaragua confirment cette prévision et démontrent avec la plus grande clarté que toute révolte des masses plébéiennes, paysannes et urbaines, même animée d'objectifs purement démocratiques, ne peut pas, à la fin, ne pas se heurter aux intérêts d'un bloc en substance unique, qui, sous la direction de l'impérialisme yankee, embrasse toute la bourgeoisie continentale.

Le Nicaragua est un pays très pauvre, profondément sous-développé, exploité par le capitalisme nord-américain comme source de matières premières, et jusqu'ici exploité aussi pour son compte personnel par la féroce dictature des Somoza, cible traditionnelle de tous les groupes « progressistes » latino-américains.

Le « Front Sandiniste de Libération Nationale » a pour programme, entre autres, les points suivants : 1) expropriation des richesses de la famille Somoza, qui, dit-on, s'élève à 40 % de la richesse nationale ; 2) dissolution de la Garde Nationale de Somoza et son remplacement par une « armée patriotique nationale » ; 3) réforme agraire et amélioration générale des conditions de vie de la plèbe urbaine et des masses paysannes ; 4) lutte contre l'analphabétisme, qui frappe actuellement 75 % de la population ; 5) instauration des libertés démocratiques et syndicales et des droits civiques pour tous ; 6) souveraineté et indépendance nationale vis-à-vis des Etats-Unis et des autres puissances étrangères.

Il s'agit, on le voit, d'un programme typique de cette révolution démocratique, agraire et « anti-impérialiste » que « l'extrême-gauche » latino-américaine voit comme unique programme révolutionnaire possible, et derrière lequel elle souhaite la formation d'un bloc comprenant les prolétaires, les paysans, les plèbes urbaines et la classe moyenne intellectuelle.

Au cours des premiers mois de l'année, le Front Sandiniste s'est précisément engagé

sur cette voie, en organisant aussi bien la lutte armée dans les campagnes parmi la population paysanne d'origine indienne que la pénétration parmi les couches étudiantes et les jeunes des villes et le développement de rapports avec la bourgeoisie « éclairée » : industriels, commerçants, intellectuels, curés anti-Somoza. Simultanément, quelques gouvernements « démocratiques » d'Amérique Latine, comme ceux du Venezuela et du Costa Rica, entreprenaient une vive campagne anti-Somoza, en cherchant à obtenir l'intervention de l'Organisation des Etats Américains (OEA) et du président Carter, l'apôtre bien connu de la cause de la démocratie dans le monde.

Sans doute, de larges secteurs de la bourgeoisie yankee et latino-américaine verraient d'un bon œil la chute de Somoza et de ses gorilles, mais pas au prix d'une révolte des masses pauvres urbaines et rurales qui, en dépassant les frontières du Nicaragua, pourrait déclencher des luttes bien plus dangereuses dans les pays les plus industrialisés du continent. Le besoin de se débarrasser de Somoza doit donc être subordonné à l'exigence suprême : maintenir désarmées les plèbes urbaines et rurales, en les confinant tout au plus dans un rôle d'auxiliaires. Ces deux nécessités, en présence d'une radicalisation de la lutte des masses, se révèlent cependant inconciliables, et à ce point, même la bourgeoisie éclairée se résigne au maintien du régime somoziste, en cherchant tout au

(Suite page 4.)



# De l'approfondissement de la crise doit renaître la guerre de classe

(Suite de la page 1)

gicax, dirigés par des « hommes de terrain » comme le PDG de choc Etchegarry, appelé dans ce but à la direction d'Usinor.

Devant la convention des entreprises prévue à Blois et réunie le 14 décembre dernier, Barre sonne la charge et encourage ses troupes : « Le système économique général, longtemps perturbé, est en voie de rééquilibre, notamment avec la modération des salaires, la restructuration industrielle en cours [c'est nous qui soulignons !]... « Vous avez donc toutes les cartes en main, à vous de jouer... « Alors, balayez devant votre porte, et pour l'avenir, orientez-vous vers une politique sociale très différenciée selon les rémunérations, les branches, les régions... » (Les Echos 15-12-78). Autrement dit : prenez de l'avance, ce qui est repris est repris, s'il y a des convulsions locales, pire, nationales, on pourra toujours redistribuer, après prélèvement, quelques restes de ce qui aura été tondue préalablement sur le dos du prolétariat !

Ce qui permet à la bourgeoisie de frapper sans aucun ménagement n'est pas difficile à deviner. C'est toute la politique passée des prétendus « représentants ouvriers » qui ont fait attendre l'amélioration du sort de la classe ouvrière des progrès de l'économie nationale, des « garanties » données par l'Etat — naturellement au-dessus des classes —, quand ce n'est pas de l'amour du bon Dieu, bref de tout ce que l'on voudra sauf de la lutte prolétarienne, ce qui a eu à la longue pour résultat de tarir les canaux où passait la vie de classe, au point que le prolétariat les oublie et qu'il se retrouve livré comme une masse sans volonté propre aux besoins du capital.

Aujourd'hui que la crise est là, s'approfondissant chaque jour davantage, la bourgeoisie a le loisir de pouvoir mener son offensive sans escompter de réaction immédiate et elle peut renvoyer toutes les hiérarchies des bureaucrates ouvriers qui vivent des miettes qu'elle leur jette faire la sale besogne de la servir sans pouvoir plus rien promettre de « con-

cret » aux prolétaires. Les Echos du 11/12/78 vont même jusqu'à ironiser sur les « difficultés de la stratégie syndicale », et à feindre de trouver « étonnante » l'absence de réaction véritable des syndicats quand le gouvernement refuse de donner, le 1<sup>er</sup> décembre, le « coup de pouce » au SMIC qu'il avait pourtant promis.

En effet, quand l'apreté croissante de la concurrence internationale laisse de moins en moins de miettes à distribuer à l'aristocratie ouvrière, quand il faut licencier par dizaines de milliers même dans les secteurs de pointe et dans les catégories longtemps protégées comme l'imprimerie et la marine, il est plus difficile de faire croire aux prolétaires que tous leurs ennemis pourraient disparaître avec un simple changement de gouvernement et une meilleure gestion du capitalisme. Le miroir aux alouettes des « garanties », celui du statut de la fonction publique par exemple, grâce auquel la bourgeoisie aidée par l'opportunisme a essayé de faire tenir tranquilles des millions de salariés de l'Etat, les rendant souvent aveugles à la situation réelle d'autres millions de vacataires et d'auxiliaires faisant à leurs côtés, sous leurs yeux, le même travail qu'eux dans la pire insécurité et avec un salaire deux fois plus misérable, ce miroir s'écaille et craque de partout, que ce soit par la « défonctionnarisation » de secteurs entiers (prélude, s'il le faut, à des mesures plus larges), la stagiarisation de nouvelles couches de travailleurs dans les postes, l'enseignement, les hôpitaux, ou, dans un autre genre de prétendus « garanties », avec les licenciements prioritaires et par fournées (individuellement, cela s'est toujours pratiqué), des délégués syndicaux soi-disant invulnérables de par les lois de 45.

Le problème est que les bureaucrates syndicaux doivent toujours plus apparaître pour ce qu'ils sont réellement, des briseurs de grève. D'un point de vue immédiat, leur travail consiste en effet à empêcher coûte que coûte que les inévitables réactions ouvrières ne dépassent le

cadre restreint où elles apparaissent, celui de la catégorie ou de l'entreprise. C'est pourquoi toute lutte générale est bannie. Et quand on juge la pression trop forte et qu'il faut un mouvement plus général, comme la journée d'action du 21 décembre par exemple, les confédérations s'entendent pour ne pas s'entendre. Cela suffit d'ailleurs pour prendre les divers immédiatistes et suivistes au piège de la revendication de l'« unité des centrales syndicales » avancée sans lui opposer la moindre alternative d'orientation, d'objectifs et de méthodes, ce qui revient à faire réclamer par le prolétariat la future entente officielle, qui viendra assurément — mais pas pour favoriser la lutte —, dès que la pression sera montée à un niveau supérieur et où il faudra toutes les énergies unies pour l'endiguer.

En attendant, personne ne propose de revendications de lutte pratique, mais on discute de « démocratie syndicale », de « luttes tournantes », en tenant dans la poche, en cas de péril, des recettes comme celle des Conseils d'atelier, ce piège à ouvriers combattifs destiné à les maintenir enfermés dans l'entreprise sous le contrôle syndical et patronal, qui a déjà fait ses preuves en Italie sous la forme des Comités de fabriques, et en faveur duquel CFDT et CGT désormais maintiennent une propagande discrète mais régulière.

Du point de vue politique, partis de gauche et confédérations syndicales s'entendent pour donner le change par une exaltation du chauvinisme afin de trouver un exutoire à une éventuelle réaction ouvrière. En même temps, ils n'oublient pas de participer à la fameuse « campagne pour la sécurité », donnant ainsi les moyens de se renforcer à un Etat qu'ils appellent en toutes occasions les ouvriers à respecter. Ecoutez ainsi ce cri du cœur d'un responsable syndical de Saint-Chamond rapporté par Le Monde du 24-25 décembre : « Nous aurions, dans cette affaire, subi les CRS à contre-cœur : c'est la police de l'Etat. Mais les milices patronales avec leurs chiens, JAMAIS ! » Comprenez si les milices ne se développaient pas

à l'ombre de l'Etat ! De plus, étant donné la politique d'attaque frontale de la bourgeoisie, les heurts avec les forces de l'ordre ne peuvent que se faire plus fréquents, et il est même évident que tous les gardes mobiles et tous les CRS ne peuvent suffire à protéger en même temps toutes les usines qui ferment, sans parler des autres sources de conflit !

Voici pourquoi la situation, qui est si difficile pour la classe ouvrière, est en même temps en train de faire inévitablement jaillir de plus en plus fréquemment les étincelles de la lutte de classe qu'il s'agit de transformer en un feu continu susceptible, dans des conditions plus favorables, de permettre une reprise plus rapide et plus large de la lutte prolétarienne. C'est bien le spectre de cette reprise de classe qui rôde derrière toutes les escarmouches d'aujourd'hui. Que ce soit dans les grèves limitées dans la SNCF ou de Monin-Ordures, dans la grève des foyers de travailleurs immigrés, ou dans les grèves plus larges des hôpitaux en Italie, de Ford en Angleterre, ou même la grève de la sidérurgie en Allemagne, la première depuis des décennies qui, malgré toutes les limitations, refuse la traditionnelle trêve des confiseurs, l'opposition des intérêts se fait plus âpre, la préparation plus opiniâtre et l'organisation qui en résulte moins fragile. Voilà bien qui inquiète les opportunistes, mais réjouit les communistes révolutionnaires.

Cette guérilla ne saurait suffire à la classe ouvrière qui a besoin pour en finir avec les tortures du capitalisme de l'abattre par l'insurrection et la guerre civile. Mais elle peut être, si elle est menée avec intelligence, c'est-à-dire en liaison sûre avec les buts et les principes de la lutte révolutionnaire, une école où le prolétariat réapprend l'usage de ses armes de classe, réapprend à connaître sa puissance et à évaluer les forces de son ennemi, réapprend les méthodes d'une guerre qui ne connaît ni « code d'honneur », ni « règles de chevalerie », bref, si elle devient à nouveau, grâce au parti, l'« école de guerre du communisme ».

## Bases pour une riposte de classe aux expulsions de prolétaires immigrés

Face à l'offensive contre la classe ouvrière que mène la bourgeoisie avec la complicité totale des partis de gauche et des bureaucraties syndicales, notre parti va intensifier à partir des semaines qui viennent la dénonciation des crimes de la bourgeoisie et de la démocratie social-impérialiste et chauvine, ainsi que sa propagande pour une riposte de classe contre le contrôle de l'immigration, notamment par voie d'affiches et de tracts, et en consacrant un cycle de réunions publiques à cette importante question. Mais, nos sections et nos militants chercheront aussi à favoriser la riposte pratique la plus large possible dans les entreprises, les sections syndicales, tous les comités ouvriers susceptibles de promouvoir une contre-offensive de classe à l'attaque qui, en frappant les ouvriers immigrés, frappe toute la classe.

C'est dans ce but que nous publions ici un projet de plate-forme pour une riposte de classe. Il est clair qu'il ne s'agit pas d'une plate-forme de parti accessible aux seuls militants qui se référeront au programme politique du communisme révolutionnaire, mais d'une plate-forme qui est au contraire théoriquement accessible à tout ouvrier — quels que soient le parti, le syndicat auxquels il appartient, — pourvu qu'il se place simplement du point de vue de la classe ouvrière, c'est-à-dire de l'ensemble des détachements nationaux de l'armée internationale des sans-réserves et qu'il revendique l'utilisation des objectifs et des méthodes de classe.

Cette plate-forme constitue donc la base d'une lutte ouverte, c'est-à-dire non fermée par des marottes de sectes, des préalables programmatiques ou des exigences politiques artificielles.

Mais nous savons hélas que ce qui à d'autres époques du mouvement prolétarien était justement une base minimum n'est pas encore massivement accessible, étant donné l'énorme retard de la classe ouvrière à se mettre en mouvement, ce qui prouve le poids terrible des suggestions et des illusions a-classistes et inter-classistes qui règnent un peu partout. Nous ne pouvons pas par conséquent faire de l'acceptation de la plate-forme que nous préparons un préalable à notre participation à des actions concrètes de riposte ou à des organismes qui viseraient à organiser une riposte plus générale, actions et organismes auxquels nous participerons malgré leurs insuffisances et leurs limites, pourvu qu'ils soient le reflet d'une volonté réelle de défense prolétarienne.

Mais notre devoir est aussi de combattre ces illusions, d'aider les travailleurs à tirer les leçons de l'usage catastrophique de la méthode que nous qualifierons pour simplifier de « démocratique ». Or ceci serait impossible si nous ne propositions pas explicitement, tout au long de la lutte, une autre voie, celle de la lutte ouvertement classiste, et si nous n'appelions pas les ouvriers conscients de leurs intérêts de classe à em-

ployer cette méthode qui non seulement est la seule à pouvoir rendre la lutte efficace mais encore la seule à produire, quelle que soit l'issue de la lutte en cours, le fruit fécond de l'union plus grande des travailleurs.

Ajoutons que cette plate-forme devra naturellement être complétée et adaptée dans sa forme pour tenir compte des divers organismes dans lesquels elle sera présentée.

### PROJET DE PLATE-FORME POUR DES ORGANISMES OUVERTS

L'arrêt de l'immigration, le non-renouvellement des cartes de séjour, les expulsions et les refoulements, les intimidations et les persécutions policières ainsi que les crimes racistes et les campagnes chauvines qui accompagnent inévitablement ces mesures, constituent une attaque générale menée dans de nombreux pays contre l'ensemble de la classe ouvrière.

Pour les exploités bourgeois, leurs marchandises, leurs capitaux, les frontières sont toujours ouvertes ; mais ils voudraient que les ouvriers, eux, ne puissent circuler que comme du bétail, aspiré ou refoulé en fonction des besoins de leurs usines. Après avoir importé des prolétaires par millions pour satisfaire aux appétits de la production capitaliste, la bourgeoisie veut maintenant, à l'heure de la crise, les expulser en masse. En combinant la répression ouverte avec les calomnies attribuant aux prolétaires immigrés la responsabilité du chômage et avec les couplets hypocrites sur le « retour au pays », elle cherche non seulement à se débarrasser du chômage et de la misère qu'elle a elle-même créés, mais à diviser et à opposer entre eux les ouvriers des différentes nationalités.

La classe ouvrière ne peut résister à l'offensive des différentes bourgeoisies qu'en utilisant ses armes de classe et en s'unissant sur la base de ses intérêts communs. La condition de cette union réside dans la lutte pour surmonter toutes les divisions, et tout particulièrement les discriminations qui frappent une partie de ses membres. C'est pourquoi l'indispensable riposte se fixe comme but de promouvoir l'union la plus complète de la classe ouvrière de toutes les nationalités pour combattre l'offensive déclenchée par la bourgeoisie contre les prolétaires immigrés, et de lutter dans la perspective de l'abolition de toutes les discriminations entre les diverses catégories d'ouvriers et notamment de tout contrôle de l'immigration.

Il est donc nécessaire de lutter pour les revendications suivantes :

- Abrogation immédiate de toutes les mesures discriminatoires en matière d'entrée, de travail, de séjour, d'immigration familiale (notamment les circulaires Stoléru et décrets équivalents, présents et à venir), sans oublier celles qui frappent les étudiants étrangers (circulaires Bonnet et autres) ;
- Renouvellement automatique des cartes de séjour dans l'immédiat ;
- Régularisation immédiate de tous les sans-papiers, sans exception ;
- Suppression de toutes les discriminations dans l'emploi (notamment les priorités à l'embauche au détriment des ouvriers étrangers), dans le logement et l'habitat (le numerus clausus), dans l'école, l'aide aux chômeurs, etc. ;
- Suppression de toute législation limitant les droits de réunion, de presse, d'organisation syndicale et politique pour les étrangers en France.

Il est en même temps indispensable :

- de préparer par une propagande et action appropriées, et notamment par la grève, la riposte immédiate la plus large possible de la classe ouvrière à toute expulsion du territoire ainsi qu'aux crimes racistes et xénophobes et aux intimidations policières,
- d'appuyer la lutte de toutes les organisations qui visent à unir, par-delà la nationalité, les rangs de la classe ouvrière contre l'offensive de la bourgeoisie, et notamment le Comité de Coordination des Foyers en Lutte.

## programme communiste

N° 78

AU SOMMAIRE

- Pathologie de la société bourgeoise - Nécessité de la révolution communiste
- Le terrorisme et le difficile chemin de la reprise générale de la lutte de classe (II)
- La crise de 1926 dans le PC russe et l'Internationale - VII. Trotsky - Boukharine
- Cours de l'impérialisme mondial - L'offensive du capital contre la classe ouvrière
- Parabole du trotskysme dégénéré  
La IV<sup>e</sup> Internationale et la dictature du prolétariat - Les trotskystes et la social-démocratie : de l'entrisme à l'adhésion.

★

el-oumami

n° 2 - janvier 1979

EN LANGUE FRANÇAISE

- Tours d'horizon international
- Foyers en lutte : malgré la répression et le sabotage, la lutte continue
- Les bases d'une riposte de classe aux expulsions de travailleurs immigrés
- Le Maroc en proie à la crise
- Pour le parti ouvrier indépendant — 2. Le parti communiste est nécessairement international

EN LANGUE ARABE

- Tunisie, un an après le 26 janvier 78 : aucune démocratisation de l'Etat ne parviendra à combler la tranchée de classe
- Un tract de solidarité avec les masses libanaises et palestiniennes en lutte
- Notre solidarité avec les victimes de la répression en Tunisie et au Maroc



## LE MARXISME ET L'AUTOGESTION (2)

## Communisme et centralisation

Nous avons montré dans le précédent article (*Le Prolétaire* n° 278) que la centralisation n'est pas oppressive par elle-même, mais que ce qui est oppressif, c'est la centralisation qui naît de l'anarchie de la production et de l'exploitation qui accompagnent nécessairement l'appropriation privée des forces productives et qui sert la société divisée en classes. C'est pourquoi le but de la transformation révolutionnaire n'est pas de faire disparaître toute centralisation, mais de détruire les conditions qui la rendent oppressive et donc la forme politique qui rend la centralisation oppressive.

La transformation communiste de la société consiste à mettre en accord la forme d'appropriation du travail jusqu'ici déterminée par l'entreprise et l'Etat national et la nature désormais sociale et internationale des forces productives, et de supprimer par conséquent l'anarchie productive et l'exploitation qui découlent de la contradiction entre ces deux termes dans la société capitaliste. Mais cela ne peut se faire qu'en brisant le caractère de marchandise pris par les produits nés du travail associé — dont le capital est la forme la plus développée — et en considérant leur nature simple et directe de valeur d'usage.

Cette transformation suppose la mise à la disposition effective de la société de tous les moyens de production, et pas seulement en tant que propriétaire juridique mais comme producteur qui utilise physiquement ses outils. Elle suppose donc la fin de la séparation en producteurs indépendants et concurrents et, dans ce but, elle suppose la fusion de toutes les entreprises et branches de l'activité sociale en une seule communauté productive à l'échelle mondiale, réglée par un plan unique, rationnel.

## BRISER LES LIMITES DES ENTREPRISES ET DES ETATS-NATIONS

Une première ligne de force de la transformation révolutionnaire consiste à briser la limite des entreprises.

La société ne peut contrôler directement les produits sociaux, toujours selon un plan qui déterminera la nature et la quantité des produits à fabriquer selon les besoins de l'espèce et de son essor numérique, que si elle gère tous ses moyens de production et en dispose réellement. Il serait impossible de parvenir à ce contrôle sans l'étatisation progressive de l'ensemble de la production mûre pour la planification sociale, la société aidant les secteurs retardataires par d'autres mesures de socialisation graduelles. Mais cette étatisation ne saurait suffire en elle-même à briser la vieille enveloppe capitaliste. Il faut encore que l'Etat qui a maintenant le monopole juridique de la propriété sociale se serve de ce dernier pour faire passer sous son contrôle effectif, derrière le lien juridique de la propriété du capital, qu'il doit pour cela briser, le travail mort, les installations et les machines qui vont désormais être utilisées non plus selon le plan de l'entreprise mais selon le plan central.

Dans le même mouvement, la disposition des produits n'est plus laissée à l'entreprise qui pourrait comme aujourd'hui les acheminer sur le marché afin de réaliser un profit. Les produits seront progressivement dirigés vers les magasins sociaux centraux d'approvisionnement, d'où ils seront sortis selon les besoins sociaux.

C'est ici qu'apparaît clairement le besoin d'une comptabilité sociale. Certes, celle-ci a déjà vu le jour avec le capitalisme des trusts et de l'Etat, mais sous une forme contradictoire, compliquée au maximum par l'anarchie d'un marché par définition impossible à planifier. Dans la mesure où la société pourra distribuer sans intermédiaire aux producteurs les produits désormais privés de leur valeur d'échange, l'échange régresse et le salariat avec lui, le producteur n'est plus séparé de son produit. Mais il s'agit désormais, non plus du producteur individuel, mais du producteur collectif : les producteurs individuels participeront à l'organisation de la production par leurs organismes collectifs, mais ils ne peuvent plus individuellement s'approprier les résultats de la production ni le fameux « fruit intégral de leur travail », par ailleurs impossible à déterminer.

Une telle affirmation provoque inévitablement — nous les entendons déjà mais cela ne nous fait pas bouger d'un pouce! — les cris des autogestionnaires de type anarchiste, partisans du contrôle personnel des producteurs individuels ou même de collectivités autonomes de producteurs sur leur produit. Mais que signifie leur fichu système sinon retourner à une forme archaïque de l'échange qui n'empêcherait pas de réintroduire le capitalisme : chassez le naturel, il revient au galop!

Le socialisme n'est pas l'autonomie. Il faut le répéter. Et c'est vrai non seulement dans la production, mais également dans la consommation. En effet, la liberté dans

Est-il indispensable de rappeler que cette transformation n'est possible qu'avec l'existence du travail associé et de la division internationale du travail, qui a mis en rapport de plus en plus étroitement tous les secteurs et pays par le lien contradictoire et douloureux du marché? C'est si vrai que ce journal que le lecteur est en train de lire est le produit du travail aggloméré de prolétaires d'un nombre de pays et de continents impossible à déterminer. Or la centralisation des moyens de production est un acquis du capitalisme aussi indestructible que le formidable tissu des liens internationaux nés de la division du travail dont elle est l'inéluctable contrepartie. Le communisme ne peut donc que la conserver, mais lui le fait pour gérer — et il est le seul à pouvoir y parvenir — toutes les unités productives de façon unitaire, non contradictoire, et donc harmonieuse.

Naturellement, pour parer tout de suite à l'objection maximaliste habituelle selon laquelle les communistes seraient partisans du tout ou rien, rappelons que si nous revendiquons tout le pouvoir politique non pas graduellement mais d'un seul coup et tout de suite, en revanche nous savons que la transformation économique de la société ne peut être, elle, que lente et graduelle. Nous qui sommes contre les réformes aujourd'hui, nous serons réformistes et gradualistes après la prise du pouvoir. Ainsi, le but visé est mondial, mais le processus de transformation révolutionnaire n'en commencera pas moins dès que le prolétariat se sera emparé du pouvoir dans les pays économiquement les plus avancés, et que les énergies sociales, au lieu d'être monopolisées par la guerre civile et la guerre révolutionnaire internationale, pourront se concentrer sur la destruction des vieux rapports économiques.

ce domaine est nécessairement liée à celle qui existe dans celui de la production; elle est également l'envers du marché et de la concurrence, qui ont joué leur rôle révolutionnaire en brisant toutes les entraves prébourgeoises au développement des besoins humains mais assurant en même temps la domination inéluctable du produit sur le consommateur. Le socialisme, lui, développe harmonieusement la gamme des besoins qui enrichissent l'individu et la société; il brise la division entre producteur et consommateur, en réconciliant sous tous les aspects le producteur avec son produit.

La deuxième ligne de force de la transformation communiste est la destruction des limites nationales qui entravent l'avènement de l'espèce unie.

Vouloir en effet abolir le marché sur une base locale est une pure utopie réactionnaire. Comment pourrait-on régler les échanges entre unités socialisées? Le simple énoncé de cette idée suffit pour démontrer son caractère réactionnaire. D'autant plus que la division internationale du travail interdit désormais, sans un effroyable retour en arrière, la constitution d'unités économiques autonomes. La transformation communiste de la société se réalisera donc suivant un plan unique mondial ou ne se fera pas.

Il est absolument clair qu'une des tâches formidables de cette transformation sera de surmonter le fossé entre pays économiquement avancés et pays économiquement arriérés, d'amener les masses immenses des paysans des continents asservis, à l'économie sociale, d'opérer un gigantesque transfert de moyens de production modernes vers cette zone de « dépression productive ». Mais ceci ne pose un problème insoluble qu'aux petits bourgeois qui ne voient pas plus loin que le bout de leur nez et sont incapables de soupçonner l'immense force productive contenue dans les prisons du capital hyperdéveloppé.

Plus la société avance le long de ces deux lignes de force, et plus l'ensemble de l'activité sociale devient organique et unitaire, à l'image du corps humain dont l'activité coordonnée implique l'influx d'un organe centralisateur unique, le cerveau. Ce faisant, cette centralisation perd son caractère contradictoire, oppressif, son caractère de classe. En effet, au fur et à mesure que s'opère cette transformation, les individus des différentes classes s'intègrent au nouveau tissu productif, les vieilles habitudes disparaissent et, avec ce processus, les vieux antagonismes de classe et donc les classes elles-mêmes.

Les organismes de représentation politique perdent donc leur fonction politique et fusionnent avec ceux de la gestion des affaires économiques et sociales (l'entretien de l'espèce). Engels a fixé définitivement et magistralement les conditions du dépérissement de l'Etat contre tous les autogestionnaires d'hier et d'aujourd'hui, aussi bien contre ceux qui veulent maintenir un Etat en le réformant, que ceux qui veulent le faire disparaître comme par miracle, ou empêcher sa fonction (respectivement les

sociaux-démocrates, les anarchistes et les centristes), sans compter les inventeurs de recettes « anti-oppression » en tous genres :

« Quand il finit par devenir effectivement le représentant de toute la société, [l'Etat] se rend lui-même superflu. Dès qu'il n'y a plus de classe sociale à tenir dans l'oppression; dès que, avec la domination de classe et la lutte pour l'existence individuelle motivée par l'anarchie antérieure de la production, sont éliminés également les collisions et les excès qui en résultent, il n'y a plus rien à réprimer qui rende nécessaire un pouvoir de répression, un Etat. Le premier acte dans lequel l'Etat apparaît réellement comme représentant de toute la société, — la prise de possession des moyens de pro-

## LA CENTRALISATION PERD SON CARACTERE OPPRESSIF

Le même Engels explique aussi dans un texte peu connu, *De l'autorité*, en quoi la disparition de l'Etat n'entraîne pas celle de toute autorité et de toute subordination. Ce faisant il répondait à la question de l'avenir de la centralisation. Celle-ci, en perdant son caractère politique, change de forme, et reçoit uniquement la tâche de surveillance et de contrôle des affaires de production et de consommation, d'administration des choses et non plus de gouvernement des individus. Et ainsi que nous l'avons démontré, cette œuvre ne peut s'opérer que centralement puisqu'elle a pour contenu la suppression et le dépassement du mercantilisme.

Ceci équivaut à gravir un degré supérieur d'organisation sociale. Or dans toute organisation existe un degré d'autorité et partant de centralisation. Le capitalisme a introduit la coopération, c'est-à-dire l'organisation du travail dans la fabrique, mais en l'arrêtant à ses portes. L'organisation socialiste défoncera ces portes et le régime de bague qu'elles cachaient avec ses corollaires extérieurs à la fabrique, pour détruire le caractère oppressif du machinisme et de l'automatisme, mais non leur existence même, acquis matériel qui serviront de levier au soulagement et à la progression des prolétaires et de toute l'espèce.

L'existence du machinisme et de l'automatisme, démontrant Engels, rendra nécessaire la subordination vu qu'ils reposent sur une combinaison des actes productifs et il l'illustrait par l'exemple fameux de la filature ou des chemins de fer :

« Ici la coopération d'un grand nombre d'hommes est absolument nécessaire, coopération qui doit avoir lieu à des heures déterminées avec précision, si l'on veut éviter un accident. Ici la première condition de toute entreprise est une volonté supérieure qui résout toutes les questions qui lui sont soumises, et il importe peu que cette volonté soit représentée par un délégué ou par un comité choisi pour exécuter les décisions de la majorité des intéressés. Dans l'un et l'autre cas on se trouve en présence d'une autorité. Bien plus qu'advierait-il du premier train, si l'on voulait supprimer l'autorité des employés de chemin de fer sur Messieurs les voyageurs? » (2).

Avec la suppression de la division sociale du travail, le dépassement des limites de

duction au nom de la société, — est en même temps son dernier acte propre en tant qu'Etat. L'intervention d'un pouvoir d'Etat dans des rapports sociaux devient superflue dans un domaine après l'autre, et entre alors naturellement en sommeil. Le gouvernement des personnes fait place à l'administration des choses et à la direction des opérations de production. L'Etat n'est pas « aboli », il s'éteint. Voilà qui permet de juger la phrase creuse sur l' « Etat populaire libre », tant du point de vue de sa justification temporaire comme moyen d'agitation que du point de vue de son insuffisance définitive comme idée scientifique; de juger également la revendication de ceux qu'on appelle les anarchistes, d'après laquelle l'Etat doit être aboli du jour au lendemain » (1).

« spécialité », la suppression du « métier » et de la « carrière », l'autorité qui est inséparablement liée à la centralisation technique du travail perd son caractère de privilège social. L'ensemble de la population tend progressivement à participer aux tâches d'exécution comme de direction.

Comme le rappellent Boukharine et Préobrajensky :

« La direction principale incombera à divers bureaux de comptabilité et offices de statistiques. C'est là que seront tenus les comptes de toute la production et de tous ses besoins. C'est là qu'on indiquera où il y a lieu d'augmenter ou de diminuer le nombre d'ouvriers et combien il faudra travailler. Et comme chacun dès son enfance étant habitué au travail en commun, comprendra que ce travail est nécessaire et que la vie est bien plus facile lorsque tout marche selon un plan établi, on travaillera tous d'après les instructions de ces bureaux et offices » (3).

A ce degré de la société, la centralisation tendant à devenir toujours plus une habitude et un besoin, liée à celui du travail social pour satisfaire sans limites ses besoins, et permettre l'essor de l'espèce, elle se transforme dialectiquement en tout le contraire d'une fonction coercitive, ou oppressive. La réglementation sociale existera avec ses organismes centraux mais sans un groupe social de bureaucrates ou spécialistes pour l'appliquer. Le moment sera ainsi venu où nos descendants riront des fadaises autogestionnaires, quand les paroles de Marx ne seront plus ni un slogan ni une prévision de l'idéal communiste, mais une réalité :

« A la place de l'ancienne société bourgeoise, avec ses antagonismes de classes, surgit une association dans laquelle le libre développement de chacun est la condition du libre développement de tous » (4).

(1) Anti-Dühring, Ed. Sociales, 1973, page 317.

(2) De l'autorité, in Textes sur l'organisation, 1970, Ed. Spartacus, page 118.

(3) L'ABC du communisme, Ed. Maspéro, tome 1, chap. L'administration en régime communiste.

(4) Le Manifeste du Parti communiste, Ed. Sociales, 1976, page 57.

## Assaut de patriotisme

Face à la tendance d'une partie de la bourgeoisie française à lier ses intérêts plus profondément à ceux du capitalisme allemand, dans le cadre d'une collaboration-rivalité se parant des atours de l'Europe, l'autre partie de cette même bourgeoisie suivie par toutes les forces petites-bourgeoises se dresse pour dénoncer cette politique « d'abandon national », en mettant l'accent sur la rivalité, c'est-à-dire en se situant dans la perspective d'un nouvel affrontement armé avec l'Allemagne.

De la même façon qu'une partie de la bourgeoisie et des forces qu'elle entraîne derrière elle s'était opposée à la politique de collaboration avec l'Allemagne lors du dernier conflit impérialiste, ce même clivage s'est reproduit en temps de paix, au moment du projet de création de la CED (Communauté Européenne de Défense) en 1953.

Dans les deux cas le PC, parti social-chauvin, tout juste encore communiste en paroles mais assurément chauvin dans les faits, avait emboîté le pas au gaullisme, défenseur attitré de l'intérêt national. Le même scénario se reproduit aujourd'hui.

Porte-parole de couches bourgeoises et petites-bourgeoises apeurées et protectionnistes, Chirac se dresse sur ses ergots et dénonce le « parti de l'étranger » qui veut le déclin de la France. Et le PCF non seulement applaudit des deux mains, mais renchérit :

« Notre opposition résolue à cette Europe supranationale qui liquiderait la souveraineté française a rencontré un écho certain dans

le pays, écrit l'éditorialiste de l'Humanité (15/12/78). On peut en voir un témoignage dans les déclarations faites hier encore par Jacques Chirac et Michel Debré au nom du RPR. Quand M. Chirac dénonce « l'abaissement de la France », quand il assure que le mécanisme « nous entraîne irrésistiblement vers des abandons de souveraineté » (...), nous retrouvons un langage qui nous est familier. Devrions-nous être gênés par cette convergence (...)? Disons-le clairement : nous nous réjouissons de voir que dans un domaine décisif pour l'avenir de la France la politique de démission du gouvernement se heurte à une résistance grandissante dans une partie de la majorité. Cette résistance est le reflet de l'inquiétude réelle qui existe dans l'opinion, bien au-delà de nos rangs. Et nous n'oublions pas qu'à certains moments importants de notre histoire — qu'il s'agisse de la Résistance ou de la lutte contre l'armée européenne —, communistes et gaullistes se sont retrouvés ensemble pour défendre l'indépendance nationale ».

Marchais est allé jusqu'à dire que la convergence qui s'était manifestée en 1953 à propos de la CED était insuffisante et qu'il fallait aller plus loin : « A cette époque, il n'y a pas eu de compromis débouchant sur une alliance de caractère pragmatique : il y a eu convergence dans la lutte pour repousser le projet de CED. Aujourd'hui nous voulons rassembler toutes les forces qui refusent de se mettre à genoux devant les USA et la RFA. »

(Suite page 4.)



# Nicaragua : leçons d'une insurrection écrasée

(Suite de la page 1)

plus à l'« adoucir », bien entendu après qu'il ait rempli son rôle en massacrant les prolétaires et les paysans pauvres.

Les faits ont suivi exactement ce schéma. Au mois d'août dernier, le front sandiniste déclenche une série d'attaques contre le régime qui culminent avec la séquestration des députés au Parlement, relâchés seulement après la libération de quelques dizaines de prisonniers politiques. A cette occasion, l'archevêque de Managua, quelques industriels, et les présidents du Venezuela et de Panama, montrent clairement qu'ils appuient la tentative de renverser Somoza. Aussitôt après, les commerçants de Managua proclament la grève illimitée, visant à obtenir la démission du dictateur.

La dernière heure du régime semble avoir sonné. Le Front Sandiniste lance un appel à la lutte générale et finale, calculant évidemment que les jeux sont faits et que la bourgeoisie a décidé de se débarrasser de Somoza. Mais l'appel à la révolte enflamme les masses plébiennes des villes, les habitants des bidonvilles de Leon, Matagalpa, Esteli, Masaya. Le danger se profile d'une chute du régime plus dramatique, moins contrôlable, que les « libérations » et les avènements de la démocratie en Europe à la fin de la dernière guerre ou, plus récemment, en Espagne, au Portugal et en Grèce.

Dans un effort généreux, les prolétaires et les masses pauvres conquièrent de nombreuses villes et résistent plusieurs jours aux contre-attaques furieuses de la garde nationale. Mais à ce moment, l'aide prévue des démocrates de Nicaragua et du continent s'évanouit. Tandis que les troupes du Guatemala, du Honduras et du Salvador accourent à l'aide du dictateur, tandis qu'Israël fournit la garde nationale en armes et en munitions, en permettant ainsi à Carter de conserver sa virginité de quaker, les avions du Venezuela, envoyés les jours précédents comme éléments de pression pour une solution diplomatique de la crise, restent au sol. De plus, les bourgeois « éclairés », les commerçants, les intellectuels, les curés, se mettent sur la touche, tendent à nouveau la main

à Somoza, réclament des négociations, font appel à l'« humanité ». Le Front Sandiniste recule, atténue ses appels belliqueux, déclare que la situation n'est pas encore mûre.

Tandis qu'à la fin août on parlait d'heures comptées pour Somoza, maintenant le représentant sandiniste en Europe (interviewé par la Radio Populaire de Milan le 26 septembre) précise que le Front a été « surpris » par l'insurrection dans les villes, qu'il n'a donc pu s'organiser pour en prendre la direction, qu'il n'avait pas suffisamment de cadres militaires pour cela, etc.

Mais alors comment s'explique son appel à la grève illimitée des boutiquiers de Managua ? Comment s'expliquent les appels d'août et de début septembre à la lutte générale et finale contre Somoza ? Ils s'expliquent seulement si l'on reconnaît que, conformément à des dizaines et des centaines d'expériences historiques, les sandinistes ont pris peur, tout comme Somoza, devant l'insurrection des masses prolétariennes et plébiennes des villes. Ils espéraient qu'une certaine pression militaire par en bas pourrait être le facteur décisif d'un changement de régime réalisé sous le contrôle de la bourgeoisie nationale « éclairée » et des secteurs les plus « libéraux » de l'impérialisme yankee et des régimes latino-américains. Mais l'insurrection des plèbes urbaines dérangeait tous les plans.

Les sandinistes reculent et retournent dans les montagnes dans l'attente de jours meilleurs. Le président du Venezuela envoie un message indigné à Carter, mais ses avions restent au Costa Rica. Cuba, si prompt à envoyer ses soldats où ses patrons russes le lui demandent, se contente d'émissions radiophoniques de propagande.

Comme il arriva naguère aux prolétaires du Liban, les héroïques combattants prolétaires et plébiens du Nicaragua restent seuls. Ils se battent plusieurs jours, armés de fusils de chasse et de machettes, contre des troupes pourvues d'avions, de canons et de tanks. Ils meurent par milliers, en noyant dans leur sang, pour la énième fois dans ce siècle, le mensonge de la révolution purement bourgeoise radicale, « étape préjudicielle de la révolution socialiste ». A la fin, ils succombent. A ce moment les bourgeois sortent de leurs refuges, les boutiquiers de Managua mettent fin à leur grève. On entame des négociations avec un Somoza renforcé par le succès et qui n'envisage pas de laisser le pouvoir « au moins jusqu'à 1981 ». Une amnistie libère les intellectuels et les hommes d'affaires « démocrates » qui avaient été enfermés durant les grandes manœuvres politiques du mois d'août. A leur sortie, ils déclarent avoir été bien traités, ne pas avoir été torturés. Pendant ce temps, les cadavres de milliers de prolétaires et de plébiens sont encore sans sépulture à Leon, Managua, Esteli.

Mais un autre cadavre, beaucoup moins glorieux, a été laissé sur le terrain par l'insurrection du Nicaragua : c'est le cadavre de la révolution purement bourgeoise, radicale, agraire et « anti-impérialiste ». Les couches bourgeoises des divers pays du continent américain peuvent même avoir des intérêts qui dans une certaine mesure s'opposent à ceux de Washington. Ils peuvent « souhaiter » la démocratie et l'indépendance nationale, se couvrir de rhétorique « révolutionnaire » et « guérillériste ». Mais lorsque les petits noyaux prolétaires ou paysans, ou les habitants des sinistres bidonvilles lancent leur cri de révolte, ils sont prompts à se réconcilier avec le gouvernement de Washington et les divers tyrans locaux.

Dans l'article cité de *Programme Communiste*, nous écrivions : « Il serait désastreux de s'enfermer dès à présent dans l'horizon soit-disant obligatoire d'une révolution bourgeoise radicale. Il ne faut pas oublier que [...] le prolétariat ne (peut) devenir la force dirigeante d'un tel passage [du pré-capitalisme au capitalisme arrivé à maturité] qu'en orientant son programme et son organisation sur l'étoile polaire du socialisme, sur le véritable objectif pour lequel il entre dans la lutte aux côtés de couches sociales hétérogènes [...]. Il ne faut pas oublier que là où le mode de production capitaliste et la société bourgeoise se sont implantés depuis longtemps — même dans des conditions imparfaites — il est encore mille fois plus nécessaire de ne pas s'orienter sur le premier terme (radical-bourgeois et démocratique) mais sur le second terme (prolétarien et socialiste) d'un binôme qui est destiné à apparaître toujours plus comme un monôme si on le regarde à l'échelle, non de tel ou tel pays détaché du reste, mais du continent entier. » Tout le continent américain, aussi bien le Nord que le Sud, est aujourd'hui une unité contenant de profonds déséquilibres, mais unie dans un seul réseau de rapports économiques, sociaux et politiques. Au-delà de contradictions importantes, mais secondaires, les bourgeoisies latino-américaines sont unies par un lien étroit à la bourgeoisie d'Amérique du Nord. Et ce fait même renforce objectivement la convergence des prolétaires latino-américains avec le prolétariat nord-américain.

Ceux qui n'ont d'yeux que pour l'immédiat, donnent comme perspective de lutte au prolétariat latino-américain l'alliance « anti-impérialiste » avec sa propre bourgeoisie, en le condamnant au destin des insurgés du Nicaragua : la défaite sanglante et la trahison. Mais dans le sous-sol de l'histoire mûrit une perspective différente et magnifique : l'unité des prolétaires de tout le continent — de tous les continents — contre les bourgeoisies de tout le continent — de tous les continents — bourgeoisies unies, même si elles s'entredéchirent.

## Auschwitz ou le grand alibi

Tel est le titre de la dernière brochure (numéro 11) parue dans la série « Le Prolétaire ».

24 pages. Prix : 3 F

## La grève des sidérurgistes en Allemagne

La dernière grande grève des sidérurgistes allemands eut lieu en 1928. Les patrons réagirent en licenciant 213.000 ouvriers. Depuis, ce secteur décisif de l'économie allemande n'avait plus connu de conflit.

Depuis trois semaines, dans la Ruhr, au cœur de l'industrie métallurgique allemande (Tyssen, Krupp, Mannesmann, Hoesch), où sont employées 200.000 personnes, 38.000 ouvriers sidérurgistes sont en grève. En Allemagne la loi exige qu'une grève soit décidée par « référendum » par 75 % des votants. Dans les groupes cités, 87 % des votants se sont prononcés pour la grève sans limitation de durée. Poussé par la base, le syndicat de la métallurgie, l'IG Metall, n'a pu que proclamer officiellement la grève, tout en faisant des efforts pour contenir sa portée et sa forme, en particulier en s'efforçant d'éviter que le conflit ne se généralise. Les revendications, selon la presse, concernent en particulier le temps de travail et les salaires : revendication du passage de 40 à 35 heures mais en cinq ans ! et augmentation de 5 % des salaires actuels. Selon leur habitude, les patrons ont réagi par le lock-out qui touche environ 29.000 travailleurs. Bien qu'ayant été déclarée sans limitation de durée, la grève n'arrête pas entièrement les installations car le syndicat a assuré la présence de 5.000 travailleurs pour que les hauts-fourneaux continuent à fonctionner. Par-delà le chiffre des revendications, il est très important de souligner que non seulement les sidérurgistes allemands rompent avec 50 années de « paix sociale » mais aussi qu'ils centrent leurs revendications sur des objectifs fondamentaux de classe : réduction du temps de travail et augmentation de salaire, objectifs qui sont communs à toute la classe ouvrière. Nous saluons la grève des sidérurgistes allemands comme un signe de la reprise, même si elle est lente et entravée par la politique de paix sociale, de la lutte prolétarienne dans un pays, l'Allemagne, dont le prolétariat a de grandes traditions de classe et que les révolutionnaires ont toujours regardé comme un pilier de la révolution internationale future.

## Assaut de patriotisme

(Suite de la page 3)

Encore une fois, le PC se veut le véritable défenseur de l'intérêt national trahi par la bourgeoisie : « Il n'y a rien de surprenant — et je dirai : rien de nouveau (Marchais à Avignon, voir l'*Humanité* du 18 décembre) — à voir le parti de la classe ouvrière serrer à pleines mains le drapeau tricolore, le drapeau de la nation, et le lever haut face à une grande bourgeoisie prête à le lacérer ! »

Naturellement, pour justifier sa politique chauvine d'alliance avec le RPR, le PC explique aux travailleurs que l'Europe que préparent Giscard et la social-démocratie européenne c'est l'Europe de l'austérité et que c'est au nom de la lutte contre l'austérité que le PC, défenseur des intérêts du pays mais aussi des travailleurs (les deux étant liés par définition), refuse l'Europe. Mais ceci n'est évidemment qu'un prétexte puisque au même moment où le PC français refuse l'Europe prétendument au nom de la lutte contre l'austérité, le PC italien dit, lui, qu'il est partisan de cette Europe !

## L'impérialisme français : un ennemi coriace

(Suite de la page 1)

finance américaine et russe que de se jeter sous les serres du rapace français !

Le prolétariat révolutionnaire ne peut donc accueillir la nouvelle qu'avec une haine renforcée pour l'impérialisme français qui cumule l'exploitation et l'oppression les plus barbares des masses exploitées d'Afrique, et l'hypocrisie la plus raffinée.

### ● NOUVELLE CALEDONIE

A l'autre bout du monde, la Nouvelle-Calédonie, qui a le malheur de posséder 43,7 % des réserves de nickel du monde et pratiquement le monopole de ces réserves hors des pays de l'Est, est de plus en plus

secouée par un mouvement social qui gêne considérablement l'impérialisme français. Il y a quelques mois, les 10.000 ouvriers du nickel, la seule industrie de l'île, s'étaient lancés dans une grève générale pour des revendications de salaire et de conditions de travail.

Aujourd'hui, l'arrivée de Dijoud dans cette chasse gardée a été saluée par ce que la presse bourgeoise qualifie d'« incidents » : cinq gendarmes mobiles blessés par coups de feu, manifestations de partis indépendantistes (voir *Le Monde* des 19 et 29 déc. 1978).

Notre entière solidarité va aux prolétaires qui luttent contre l'exploitation et aux révoltes qui se dressent contre l'oppression coloniale.

## Presse internationale

VOICI LE SOMMAIRE DU N° 24

### il programma comunista

(16 décembre 1978) de

- Felice navigazione al PCI, grande partito borghese !
- Contro il fanfaronismo
- Iran : Per avanzare, l'intera società iraniana ha bisogno del proletariato
- La crisi del riformismo
- Golpe democratico
- Corso dell'imperialismo mondiale (1)
- Angola / Zaïre
- Contratto tessili
- Il sindacato contro lo sciopero

\*

### EL PROGRAMA COMUNISTA

\*

### el-oumami (l'internationaliste)

\*

### Kommunistisches Programm

## Permanences du Parti

### EN BELGIQUE

● A Bruxelles : le 2<sup>e</sup> jeudi de chaque mois, soit le 11 janvier et le 8 février, de 19 h 30 à 21 h 30, local de l'ASBL-Club, 51, avenue de la Couronne, 1050 Bruxelles.

### EN FRANCE

● A Aix-en-Provence : vente au marché de la place du Palais de Justice le samedi de 11 h à 12 h tous les quinze jours, soit les 6 et 20 janvier.

● A Amiens : le 1<sup>er</sup> samedi de chaque mois, de 10 à 12 h, place du Marché.

● A Angers : vente tous les samedis de 11 h à 12 h, au Grand marché, place Leclerc.

● A Arles : vente sur le marché du Boulevard des Lices, le 1<sup>er</sup> et le 3<sup>e</sup> samedi de chaque mois, de 11 à 12 heures, soit les 6 et 20 janvier.

● A Avignon : vente aux Halles, place Pie, tous les samedis de 11 à 12 h.

● A Grenoble : le dernier dimanche de chaque mois au marché Saint-Bruno, de 10 h 30 à 11 h 30, soit le 31 décembre et le 28 janvier.

● Au Havre : vente le dimanche matin au marché d'Harfleur le 1<sup>er</sup> et le 3<sup>e</sup> dimanche de chaque mois, soit les 7 et 21 janvier.

● A Lille : vente et permanence au marché de Wazemmes de 11 à 12 h (derrière l'Eglise) le 1<sup>er</sup> dimanche de chaque mois ainsi que tous les mercredis de 17 h 30 à 19 h 30, 27, rue Adolphe.

● A Lyon : vente et permanence au marché Garibaldi, place des Martyrs de la Résistance, de 10 h à 11 h, le dimanche 14 janvier, etc.

● A Nantes : vente le 1<sup>er</sup> dimanche de chaque mois, marché de Talensac, de 10 h 30 à 11 h 30, soit le 7 janvier et le 4 février.

● A Paris : 20, rue Jean-Bouton, 75012. Le samedi, de 16 h à 19 h, et le dimanche, de 10 h à 12 h (escalier métallique au fond de la cour à gauche), métro Gare de Lyon.

● A Rouen : vente tous les dimanches de 10 h 30 à 12 h au marché du Clos-Saint-Marc.

● A Roubaix : vente et permanence au marché de 11 à 12 h (face à la poste), le 3<sup>e</sup> dimanche de chaque mois, soit le 21 janvier et le 18 février.

● A Strasbourg : tous les vendredis de 18 à 19 h, 3, rue Sainte-Catherine (au fond de la cour à droite), près de la place de Zurich.

● A Toulouse : vente tous les dimanches de 11 h à 12 h au marché Saint-Sernin.

### EN SUISSE

● A Lausanne : tous les samedis de 10 à 12 h, 32, rue Pré-du-Marché (1<sup>er</sup> étage à droite, « Atelier »).

La permanence du Parti

à Strasbourg a lieu désormais

tous les vendredis de 18 h à 19 h

à la même adresse que précédemment

### CORRESPONDANCE POUR LA SUISSE

Editions Programme  
32, rue du Pré-au-Marché  
1004 LAUSANNE

directeur-gérant  
F. GAMBINI

Imprimerie « E.P. »  
232, rue de Charenton - 75012 Paris

distribué par les NMPP

N° d'inscription à la commission  
paritaire de presse : 52926